

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 14 mars 2013

**Adresse postale**

Services de l'État en Vaucluse  
DREAL PACA  
Unité Territoriale de Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

**Adresse physique**

DREAL PACA  
Unité Territoriale de Vaucluse  
Cité administrative  
Bâtiment 1 porte B  
84000 AVIGNON

**Affaire suivie par :** Subdivision 3

**Tél. :** 04.88.17.89.33 – **Fax :** 04.88.17.89.48

**Référence :** D-0056-2013-UT84-Sub3

**N° S3IC :** 64-1643 / P2

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement.  
Arrête préfectoral de mise en demeure du 23 octobre 2012.

**Exploitant :** Société SINIAT, Usine de MAZAN  
(P2 – N° S3IC : 064-1643)

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

<b>1 – PRÉSENTATION DU SITE ET DE SON ACTIVITÉ.....</b>	<b>2</b>
<b>2 – RAPPEL DU CONTEXTE.....</b>	<b>2</b>
<b>3 – VISITE D'INSPECTION DU 28 NOVEMBRE 2012.....</b>	<b>3</b>
<b>4 – PROPOSITIONS ET CONCLUSION.....</b>	<b>4</b>

Par bordereau du 27 novembre 2012, la direction départementale de la protection des populations a transmis pour avis à l'inspection des installations classées, un courrier de la société SINIAT à Mazan répondant à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 octobre 2012.

## **1 - PRÉSENTATION DU SITE ET DE SON ACTIVITÉ**

La société SINIAT, dont le siège social est situé à AVIGNON, exploite une usine de fabrication de plâtres et de carreaux de plâtres, située route de BLAUVAC sur le territoire de la commune de MAZAN.

L'usine occupe une surface de 17 230 m<sup>2</sup> sur un terrain de 57 000 m<sup>2</sup>. Elle comporte une unité de fabrication de carreaux de plâtres, une unité de fabrication de plâtres en poudre, des silos de gypse. L'environnement du site industriel est du type rural et constitué essentiellement de vignes et de vergers et de la carrière.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral n° EXT2009-04-24-0040SPCARP du 24 avril 2009.

## **2 - RAPPEL DU CONTEXTE**

Une inspection a été réalisée le 09 juillet 2012. Cette inspection s'inscrivait dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles (PM2I).

Cette inspection a mis en évidence le mauvais état général de ce stockage de résidus pétroliers, utilisé comme combustible ; les risques d'incident ou d'accident (incendie, pollution de la nappe notamment) sont réels. Plusieurs écarts ont été rédigés à l'issue et regroupés dans 8 fiches.

À la suite des actions proposées par l'exploitant une seule fiche d'écart a pu être levée ; les autres non-conformités n'ayant pas reçu d'axes d'amélioration concrets. De plus, une des réponses apportées à la fiche de remarques n'est pas satisfaisante.

Les non-conformités concernaient les points suivants :

<b>NON-CONFORMITÉS RELEVÉES</b>	<b>RÉFÉRENTIELS</b>
pas de dossier de suivi de la cuve de résidu de pétrole brut (RPB).	art 28 AM 3/10/2010, (Arrêté Ministériel dédié aux stockages aériens)
pas de plan d'inspection de cette cuve.	art 29 AM 03/10/2010
pas d'état initial concernant la cuvette de rétention.	art 6 AM 04/10/2010 (Arrêté Ministériel généraliste sur le vieillissement)
pas de préposé responsable pour l'exploitation et l'entretien du dépôt de RPB.	article 9.2 de l'AP 24/04/2009
absence de consignes écrites et affichées indiquant les modalités de l'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable.	article 9.2 de l'AP 24/04/2009
distance entre le poste de chargement et le réservoir inférieure à 5 mètres.	article 9.2 de l'AP 24/04/2009
distance entre les parois du réservoir et les murs constituant la cuvette de rétention inférieure à 3 mètres.	article 9.2 de l'AP 24/04/2009

la cuvette de rétention n'est pas maintenue propre.	article 9.2 de l'AP 24/04/2009
la cuvette de rétention comporte des murs fissurés.	article 9.2 de l'AP 24/04/2009
son étanchéité n'apparaît pas garantie.	article 9.2 de l'AP24/04/2009
le dispositif d'évacuation des eaux pluviales est obstrué par du plâtre.	article 9.2 de l'AP 24/04/2009
pas de procès verbal d'essai d'épreuve réalisé sur la cuve de RBP.	article 9.2 de l'AP 24/04/2009
pas de justificatif concernant la visite décennale intérieure.	article 9.2 de l'AP 24/04/2009
constat de fuites récentes de RPB au niveau de la liaison entre le pied de bac et la cuvette.	articles 2.6 et 9.2 de l'AP 24/04/2009

En conséquence, les réponses non-satisfaisantes de l'exploitant ont conduit l'inspection des installations classées à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse de mettre en demeure l'exploitant (rapport du 10 septembre 2012) de se conformer aux prescriptions des arrêtés ministériels et préfectoral (arrêté ministériel du 03 octobre 2010 concernant les réservoirs aériens, arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif au vieillissement des installations, arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2009).

Cet arrêté préfectoral, pris le 23 octobre 2012, a prescrit la mise en conformité de cette cuve et de sa rétention associée dans des délais évoluant entre 1 mois et 6 mois.

### **3 - VISITE D'INSPECTION DU 28 NOVEMBRE 2012**

Une inspection a été réalisée le 28 novembre 2012.

Lors de cette visite, l'exploitant nous a informé que la cuve a été réformée et n'est plus utilisée.

En supprimant cette cuve et les équipements associés, l'exploitant a supprimé les risques d'incident ou d'accident (incendie, pollution de la nappe notamment).

L'exploitant a transmis à Monsieur le Préfet de Vaucluse, un courrier du 15 novembre 2012 (reçu par l'inspection le 28 novembre 2012) indiquant que :

- la cuve de résidu de pétrole brut a été réformée (elle a été vidangée, nettoyée, déconnectée, et isolée du process de fabrication),
- la cuvette de rétention associée à cette cuve n'a donc plus d'utilité actuellement,
- un tanker de substitution (accompagné de ses caractéristiques initiales, de son plan d'inspection, de son barème de jaugeage, etc.) a été mis en place,
- une cuvette de rétention autour de ce tanker a été réalisée ainsi que son test d'étanchéité,
- les rédactions des procédures suivantes ont été rédigées :
  - dépotage du résidu de pétrole brut,
  - gestion de crise associée à toute fuite accidentelle,
  - suivi interne de ce tanker et de sa cuvette de rétention.

En conséquence, l'ensemble des écarts relevés lors de la visite du 09 juillet 2012 et faisant l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 octobre 2012, devient sans objet.

#### **4 - PROPOSITIONS ET CONCLUSION**

En conséquence, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant s'est conformé aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 octobre 2012.

Nous proposons que ce présent rapport soit adressé à Monsieur le Préfet de Vaucluse, direction départementale de la protection des populations.

L'inspecteur des installations classées,